

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 13/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DUHAMEL LOGISTIQUE PA V.

Voie du futur
Parc d'affaires des portes
27100 Val-de-Reuil

Références : UBDEO.ERA.24.03.93.CG
Code AIOT : 0005804690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/12/2023 dans l'établissement DUHAMEL LOGISTIQUE PA V. implanté Parc d'activités du Vauvray 2 voie de l'Ormet 27100 Val-de-Reuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

PPC 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUHAMEL LOGISTIQUE PA V.
- Parc d'activités du Vauvray 2 voie de l'Ormet 27100 Val-de-Reuil

- Code AIOT : 0005804690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'un entrepôt de stockage. Cet entrepôt de 10 400 m² composé de 2 cellules de 4800 m² chacune et de 800 m² de bureaux est utilisé pour le stockage de produits inflammables et/ou de matières plastiques et/ou de matières combustibles.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site étant fermé et n'ayant plus d'activité, l'inspection s'est faite sur une base documentaire fournie par l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative, cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-46-25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 7.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La cessation étant actée par l'exploitant, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'après avoir terminé le réaménagement, la procédure de cessation d'activité du site est à engager telle que décrite par l'article R512-46-25 du code de l'environnement avec la transmission à l'inspection des installations classées de l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative, cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt et remise en l'état.
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu' il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III. -Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24-1.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection la cessation d'activité de l'établissement : le site est à l'arrêt et n'est plus exploité.

L'exploitant est locataire de cet entrepôt, dont la SCI Bamboo est propriétaire (terrains et locaux), situé au Parc d'Activité du Vauvray, 2 voie de l'Ormet 27100 Val de Reuil.

Dans le cadre de son activité de stockage, cette activité ICPE est régie par l'arrêté préfectoral n°D1/B1/13/742 du 13 décembre 2013.

L'exploitant a décidé la cessation définitive de cette activité et donc de libérer le terrain et de le rendre au propriétaire. Le site est localisé en zone industrielle.

L'exploitant a attesté avoir mis en œuvre les mesures de mise en sécurité sur le site situé Parc d'activité du Vauvray, 2 voie de l'ormet 27100 Val de Reuil. De plus, l'exploitant indique que, via un huissier de justice (état des lieux de sortie du vendredi 22 décembre 2023), ce site a été loué pour un usage industriel et/ou artisanal et remis en état.

L'inspection rappelle les quatre étapes obligatoires à suivre en cas de cessation d'activité :

- la mise à l'arrêt définitif l'installation ;
- la mise en sécurité de cette dernière;
- si nécessaire, la détermination de l'usage futur du site ;
- la réhabilitation ou la remise en état le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour rappel, après avoir terminé le réaménagement, la procédure de cessation d'activité du site est à engager telle que décrite dans l'article R512-46-25 du code de l'environnement, avec la transmission à l'inspection des installations classées de l'attestation de mise en œuvre des mesures de mise en sécurité par un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols

pollués.

Pour information, la plaquette éditée par la DGPR sur la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement est mise en annexe du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 7.3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants:

- le dossier de demande d'autorisation initial;
- les plans tenus à jour;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté(ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données).

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents ci-dessous:

- Le compte rendu de vérification périodique Q18 daté au 04/05/2023 concernant le site n°4, site n°4 Poste HT/BT, Logistique et site n°4 Partie basse tension qui présente 2 observations :

->Réaliser un dépoussiérage de l'armoire électrique du TGBT n°3 ;

->Installer un dispositif différentiel à courant résiduel 30mA sur le circuit prise de courant pour Armoire bureaux étage N°2.

Le compte rendu conclue que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

Cependant, une attestation de levée de réserve émise le 18/12/2023 atteste de la levées des réserves de la vérification périodique des installations électrique du 04/05/2023 (dépoussiérage de l'armoire électrique et remplacement d'un différentiel sur le circuit prise de courant).

- Le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) daté au 02/05/2023. Le rapport ne présente aucune anomalie, seule deux avis et améliorations sont proposés (installation correctement maintenue et procéder à une vérification des unités

fonctionnelles HT par ultra-son).

- Le compte rendu de vérification périodique Q4 daté au 16/05/2023 comprenant une non-conformité aux exigences du référentiel APSAD R4 :

->Sous réserve du remplacement de l'extincteur N°045 CO2/CO5 - A Requalifier. Extincteur N°054 Non Conforme (Choc Cuve).

Non protection du stockage en hauteur de plus de 3M et supérieur à 400 M.

L'extincteur a été remplacé.- Le compte rendu de maintenance préventive du système de sécurité incendie S.S.I. daté au 03 et 04/01/2024 concluant que l'installation est fonctionnelle après intervention et que le SSI fonctionne bien (essai des détecteurs automatiques d'incendie, vérification des alimentations des centrales ,vérification des batteries des centrales , vérification des alimentations extérieures, vérification des fonctions de compartimentage, vérification des reports d'alarme...).

Cela concerne notamment, les 193 détecteurs de fumée optiques, les 4 détecteurs de chaleur thermovélocimétrique , le report d'alarme, les 4 alarmes technique, les 3 alimentations et les 5 batteries.

il est à noter, qu'il n'y a pas d'essais d'évacuation, car il n'y a pas de sirènes dans le bâtiment.

- Le rapport de vérification visuelle des installations de protection foudre daté au 04/9/2023 (l'analyse du risque foudre est datée au 18/07/13 et l'étude technique du 24/10/14) : l'avis général du contrôle visuel est satisfaisant.

-Le compte rendu de vérification semestrielle d'un système "sprinkleurs" (Q1) daté au 15/11/2023 concluant que le système est sans remarque particulière.

- Le rapport d'intervention de vidange et curage des deux séparateurs hydrocarbures daté au 31/11/2023 ;

Le procès-verbal de constat par huissier de justice "d'état des lieux de sortie", cloturé le 22/12/2023, constatant la remise en état de la cellule 1 (zone de réception) de la cellule 2(zone stockage) de la partie bureau et des extérieurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informera l'inspection de l'identité du repreneur du site, ainsi que le type d'activité envisagé.

Type de suites proposées : Sans suite